

## CULTURES ILLICITES ET DEVELOPPEMENT: LES PRODUCTEURS DE CANNABIS ET D'OPIUM AU MEXIQUE

Hubert COCHET\*

### RESUME

*L'extension des cultures illicites au Mexique et la lutte contre la drogue sont au cœur des relations entre les Etats-Unis et le Mexique.*

*Or dans la région de Coalcoman, la culture des plantes à drogues se développe dans les systèmes de production depuis une dizaine d'années.*

*L'essor de cette culture peut être mis en relation avec l'évolution de l'agriculture de cette région, en particulier son orientation vers un élevage extensif, la crise de l'agriculture paysanne et l'émigration.*

*Devant l'approche répressive généralement adoptée, il semble urgent de considérer le problème plutôt sous l'angle économique.*

### MOTS-CLES

**Système de production - Cannabis sativa - Papaver somniferum - Agriculture paysanne - Comportement des producteurs - Lutte contre la drogue - Elevage - Développement agricole - Mexique.**

### INTRODUCTION

Malgré de nombreuses années de lutte déclarée contre la drogue, tout semble indiquer que culture et trafic des plantes illicites ont connu et connaissent un essor sans précédent depuis une dizaine d'années au Mexique. Les principales chaînes de montagnes du pays -Sierra Madre Occidental, Sierra Madre del Sur et Sierra Madre Oriental- sont devenues autant de régions productrices de cannabis (*mariguana*) et d'opium.

Après un bref rappel concernant l'extension des cultures illicites au Mexique, l'importance des moyens mis en œuvre pour lutter contre ce phénomène et le rôle joué par la lutte contre la drogue dans les relations bilatérales Mexique-Etats Unis, cet article s'intéresse aux producteurs de plantes à drogues de la région de Coalcoman (au sud-est de l'Etat du Michoacan) et cherche à identifier les conditions qui favorisent le développement de ces cultures dans les systèmes de production. Il démontre, enfin, que l'essor des cultures illicites doit être mis en relation avec les grandes transformations de l'agriculture qu'a connues cette région depuis quelques décennies, en particulier la spécialisation vers l'élevage extensif, la crise de l'agriculture paysanne et l'émigration consécutive d'une partie de la paysannerie.

\*Agronome, auteur de : «Des barbelés dans la Sierra. Origine, émergence et transformations d'un système agraire au Mexique: la Sierra de Coalcoman (Etat du Michoacan)». Membre de l'Observatoire Géopolitique des Drogues (8 passage Victor Hugo 92100 Boulogne Billancourt).

## I — ESSOR DE LA PRODUCTION, CAMPAGNES ANTI-DROGUE ET RELATIONS BILATÉRALES AVEC LES ETATS UNIS

Parmi les pays producteurs de drogue, le Mexique occupe une place particulière:

un pays  
fournisseur  
de drogue

- la production de cannabis (*mariguana*) est quasiment généralisée à tous les massifs montagneux du pays, à l'exception de l'axe volcanique est-ouest qui traverse la région centrale, densément peuplée. Le Mexique est sans doute le premier exportateur de ce produit vers les Etats Unis,

- le Mexique est, avec le Guatemala, le principal producteur d'opium du continent américain (mais la production commence également en Colombie),

- le Mexique assure une part croissante du transit de la cocaïne en provenance des pays andins vers les Etats Unis et est devenu, de ce fait, une importante plaque tournante du trafic de drogue,

- la situation géographique du Mexique et ses 3 000 kilomètres de frontière avec les Etats Unis en font l'un des premiers fournisseurs du marché nord-américain. La lutte contre la production et le trafic des stupéfiants constitue l'un des thèmes particulièrement sensibles des relations bilatérales entre les deux pays et pose un problème géopolitique de premier ordre.

malgré des moyens  
de lutte considérables

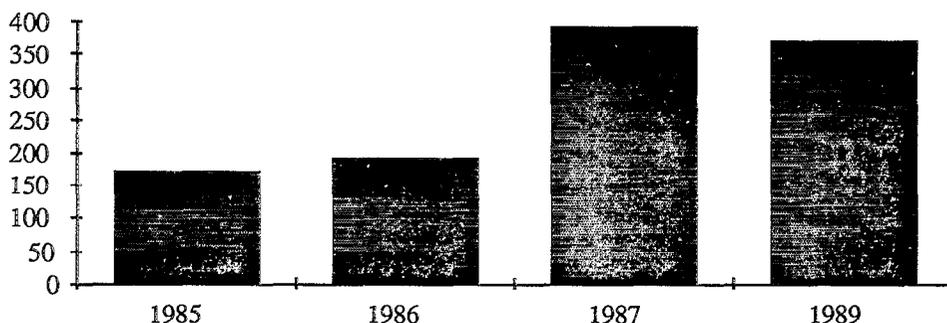
Devant l'augmentation de ces activités illégales, les moyens mis en oeuvre par l'administration mexicaine pour lutter contre la production et le trafic des stupéfiants ont été accrus et représentent actuellement un effort considérable. Deux institutions se partagent la responsabilité de cette tâche: l'armée mexicaine dont environ 25% des effectifs sont affectés au «combat contre le narco-traffic» (entre 20 000 et 25 000 hommes) et la *Procuraduria General de la Republica* (ministère de la justice + police judiciaire) qui mobilise 1500 policiers à cet effet, dispose de plus de 60 hélicoptères et surtout consacre 60% de son budget annuel à la lutte contre le trafic des stupéfiants (1).

une importante  
production

Evaluer l'importance exacte de la production de drogue est bien sûr impossible mais il semble réaliste d'affirmer que plusieurs milliers de tonnes de cannabis sont produites annuellement au Mexique ainsi qu'une cinquantaine de tonnes d'opium (production en plein essor mais qui reste très inférieure aux 3000 tonnes produites chaque année dans le triangle d'or et le croissant d'or).

Les seules données relativement fiables dont on dispose sont celles concernant les saisies de drogues pratiquées par les autorités mexicaines sur le territoire national. Celle-ci sont soigneusement pesées et rapidement présentées aux organes de presse (fig. 1 et fig. 2).

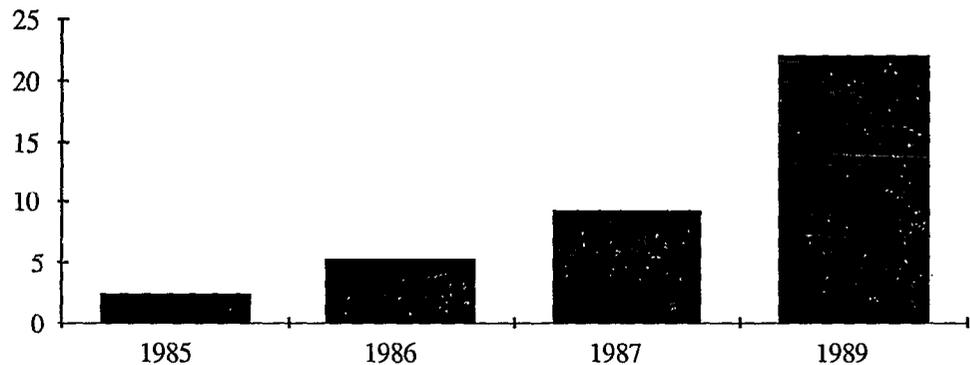
Fig. 1 — Saisies de cannabis (tonnes)



1. Ces chiffres sont avancés par la *Procuraduria General de la Republica* pour l'année 1987 in: «Campana de Mexico contra el narcotrafico», P.G.R., 1987, Talleres Graficos de la Nacion, Mexico, sept. 1988, p. 29, 35 et 49. Les chiffres présentés par la même institution pour 1989 sont du même ordre de grandeur in: «El esfuerzo de Mexico en el combate al narcotrafico», Subprocuraduria de Investigacion y Lucha contra el Narcotrafico, Mexico, 22/08/1989, p. 9.

Fig. 2 — Saisies de cocaïne (tonnes)

Source : Procuraduria General de la Republica. Les chiffres de 1988 ne sont pas disponibles. Ceux de 1989 ne concernent que les 10 premiers mois de l'année.



Les saisies d'opium et d'héroïne sont nettement moins volumineuses mais également en forte augmentation, de l'ordre de quelques centaines de kilogrammes par an.

des statistiques peu fiables :

En revanche, les données concernant les superficies de cultures illicites détruites par l'armée ou la police doivent être considérées avec une certaine réserve. En 1987 par exemple, la police hélicoptérée aurait détruit 3 700 hectares de cannabis et 2 500 ha de pavots. Pour la même année, l'armée de terre aurait à son palmarès la destruction manuelle de 9 400 ha de cannabis et 6 700 ha de pavot (2). En 1987, les surfaces détruites auraient donc été de 13 000 ha pour le cannabis et de 9 200 ha pour le pavot. De même, la police aurait détruit 2 800 ha de cannabis et 2 900 ha de pavot en 1989 (pendant les 10 premiers mois) mais les résultats de l'armée de terre nous sont inconnus. Celle-ci prétend avoir détruit 40 000 ha de cannabis et autant de pavot pendant le «sexenio» du Président Miguel de la Madrid (1982-1988).

les parcelles sont dispersées et de petites tailles

En réalité, il est peu probable que les parcelles détruites manuellement par les soldats ou aspergées de défoliants par les hélicoptères de la police soient réellement mesurées. Les parcelles de cultures illicites sont en effet dispersées sur un immense territoire et les régions productrices sont le plus souvent dotées d'un relief particulièrement accidenté. En outre, les parcelles sont particulièrement nombreuses et de petite taille. Ce dernier élément constitue l'une des données les plus fiables dont on dispose car les ordres de grandeur sont les mêmes quelque soient les sources consultées : moins de 0,1 ha en moyenne pour le cannabis et le pavot.

Aucun contrôle précis des surfaces détruites n'est donc réellement possible. En outre, chaque agent de la *Procuraduria* et chaque officier de l'armée de terre peut avoir tendance à gonfler les statistiques pour présenter des résultats «acceptables» à ses supérieurs hiérarchiques. Cette embellie des résultats a toute chance de se reproduire à chaque étage de la pyramide administrative. Les responsables nationaux font de même devant le ministre et le président de la république qui peut alors, à son tour, présenter des chiffres satisfaisant à l'administration nord-américaine.

et l'administration a tendance à embellir les résultats de la lutte

Après chaque opération de fumigation ou de destruction manuelle, la presse n'hésite pas à présenter les surfaces détruites exprimées en mètres carrés pour obtenir de gros chiffre même si les surfaces concernées ne représentent qu'un petit nombre d'hectares. Quelques arrestations spectaculaires de «gros bonnets» complètent l'image que l'administration mexicaine s'efforce de donner d'elle même.

La lutte contre la production et le trafic des drogues illicites est en effet un enjeu stratégique de première importance dans la géopolitique Mexique/Etats Unis. Elle constitue un thème délicat des

2. D'après la Procuraduria General de la Republica, 1987 : *Campaña de Mexico contra el narcotráfico*, op cit, p.29 et 158.

### un enjeu stratégique

relations entre les deux pays depuis déjà plus de 20 ans, relations marquées par la quasi-fermeture temporaire de la frontière en 1969 à l'initiative des Etats Unis et par les pressions répétées exercées par l'administration nord-américaine pour inciter le Mexique à intensifier sa politique «anti-narco» (3). En 1976, les autorités mexicaines acceptent, pour la première fois, d'utiliser des herbicides et des défoliants pour détruire les parcelles de pavot et de cannabis. C'est le début du «plan Condor» (4).

### une confiance limitée

A partir de 1980, les relations bilatérales se sont progressivement détériorées, par suite du manque de confiance réciproque entre les deux pays. En 1985, les Etats Unis exigeaient même que des agents de la DEA (*Drug Enforcement Administration*) participent aux missions hélicoptères afin de vérifier que les cultures illicites soient bien aspergées de défoliant, et non simplement avec de l'eau ! (5) Les tensions culminent après la mort de Enrique Camarena, agent de la DEA assassiné par les «narcos» non loin de Zamora, aux confins des Etats du Michoacan et de Jalisco (1985). Les Etats-Unis durcissent alors leur position, dénoncent la corruption des autorités mexicaines et accusent ouvertement le gouvernement de «laisser-faire». Tout semble indiquer que production (en particulier celle de cannabis) et trafic (cocaïne en transit) augmentent de façon vertigineuse.

Les relations entre les deux pays s'améliorent vers la fin du «sexenat» de M. de la Madrid (1988) mais le Mexique est alors soumis au jugement des parlementaires nord-américains qui lui accordent un «certificat de bonne conduite» (*Proceso de certificacion al combate de drogas*) ou, au contraire, s'attribuent le droit de le lui refuser (6).

Depuis, le nouveau président Carlos Salinas de Gortari affirme sa détermination dans la lutte contre les «narcos». Ces bonnes résolutions semblent avoir donné quelques résultats puisque l'année 1989 a été marquée par des saisies imposantes (21 tonnes de cocaïne en transit pendant les 9 premiers mois de l'année (7)) et l'arrestation spectaculaire de quelques gros trafiquants (8). Mais le «sexenat» de M. de la Madrid avait été, lui aussi, marqué par quelques succès isolés...

### des pressions diplomatiques et des réactions nationalistes

Face à ces pressions diplomatiques constantes, les secteurs nationalistes mexicains rejettent la responsabilité sur les Etats Unis en rappelant que le problème numéro un est celui de la consommation des drogues illicites (9). «Si il n'y avait pas de marché, il n'y aurait ni production ni trafic». En outre, ils insistent sur l'importance de la production nord-américaine (cannabis), importance très longtemps niée par les autorités américaines. La moitié des 5 000 à 10 000 tonnes de cannabis consommées chaque année aux Etats Unis, est en effet cultivée et récoltée sur le sol nord-américain (10). Enfin, les réactions sont vives contre l'arrogance des Etats Unis: l'attribution, par les autorités nord-américaines, de bons ou mauvais points est considérée comme une ingérence directe dans les affaires intérieures du Mexique.

On accuse même parfois le voisin du nord d'être directement responsable de la corruption de l'administration mexicaine: grâce aux «narco-dollars», la corruption aurait été exportée vers le Mexique et auraient sapé la politique de «rénovation morale» entreprise par le président de la Madrid (11).

### une répression dangereuse pour la population et l'environnement

L'utilisation massive d'herbicides et de défoliants (2,4-D et 2,4,5-T dont la combinaison mortelle fût utilisée au Vietnam) a également été critiquée à cause des dangers qu'elle représente pour les populations locales et des dégâts écologiques qu'elle risque de provoquer. Il est significatif à cet égard que, prétextant la trop petite taille des parcelles de cultures illicites situées aux Etats Unis, les autorités de ce pays se refusent à utiliser ces produits chimiques en fumigation aérienne (12) (mais il a été vu que les parcelles mexicaines sont également très petites, < 0,1 ha). Il est vrai qu'une partie importante de la drogue «made in USA» pousse dans les Parcs Nationaux....

Pour le Mexique, la lutte contre les drogues illicites est donc devenu un véritable problème de sécurité nationale et de souveraineté comme le montre le texte rédigé à l'occasion de la révision de la *Convention unique sur les stupéfiants* des Nations Unies (décembre 1988) :

3. G. Gonzalez G.: «El problema del narcotráfico en el contexto de la relación entre México y Estados Unidos», in *Carta de Política Exterior Mexicana*, año V, N° 2 et 3, CIDE, Mexico, 1985, p. 20 à 28.

4. James van Wert: «El control de los narcóticos en México: una década de institucionalización y un asunto diplomático», Oficina Internacional de Asuntos de Narcóticos, Departamento de Estado, Washington, D.C..

5. Oscar Noé Torres: *México y Estados Unidos ante el problema del narcotráfico*, Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos, A.C., Mexico D.F., 1988, p. 32.

6. Victor A. Arriaga: «Las respuestas mexicanas al proceso de certificación al combate de drogas», in *Carta de política exterior mexicana*, enero-marzo de 1988, p. 13-14.

7. Le Monde du 7 septembre 1989.

8. Arrestation de Miguel Angel Felix Gallardo au début du mois d'avril 1989 ainsi que de nombreux responsables de la police judiciaire de l'Etat de Sinaloa.

9. G. Gonzalez G., op cit, p. 219.

10. La DEA admet que 2 500 tonnes de cannabis sont produites chaque année sur le territoire nord-américain mais les associations de consommateurs avancent des chiffres supérieurs.

11. Samuel I. del Villar : «La narcotización de la cultura en Estados Unidos y su impacto en México», El Colegio de México, p.78

12. Oscar Noé Torres, op cit, p. 31.

**pour le Mexique, un  
problème de sécurité  
nationale**

«Il est indispensable d'éviter que la Convention devienne, au lieu d'un instrument efficace de coopération entre les états et contre les trafiquants de stupéfiants, un véhicule générateur de confrontations entre les dits Etats, ce qui se produirait inévitablement si on en arrivait à adopter un article qui, d'une façon ou d'une autre :

- contiendrait des dispositions destinées à imposer des obligations impérieuses aux pays producteurs et de transit sans que soient définies les obligations correspondantes et réciproques pour les Etats demandeurs et consommateurs...

- postulerait l'adoption de mesures qui rendent vulnérables la souveraineté, la sécurité nationale et les intérêts essentiels des Etats concernés, puisqu'il est inacceptable qu'une lutte internationale, menée pour combattre un phénomène portant atteinte à la souveraineté des Etats, soit effectuée grâce à des mesures qui, finalement, arrivent au même résultat» (13)

**pour les Etats-Unis  
un moyen de  
pression**

Nouvelle forme de «subversion» et nouveau «grand Satan» pour les Etats Unis, la drogue donne en effet prétexte à une politique interventionniste dont l'ampleur a pu être mesurée lors de l'invasion du Panama par les troupes US en décembre 1989. Bien sûr, le Mexique n'est pas le Panama et ne court pas un tel risque mais il est certain que les campagnes anti-drogue fournissent à l'administration nord-américaine un moyen privilégié pour faire pression sur son voisin du sud, le placer devant l'opinion internationale et obtenir certaines concessions dans d'autres domaines: «neutralité» politique en Amérique Centrale, ajustements structurels, dette, politique de l'émigration, etc...

## II — L'AUTRE VISAGE DE LA DROGUE

**la commune de  
Coalcoman n'échappe  
pas à l'essor des  
cultures illicites**

Malgré la campagne de répression menée conjointement par les administrations mexicaine et nord-américaine, le développement de la culture du cannabis a été spectaculaire et concerne l'ensemble des régions montagneuses de la Sierra Madre del Sur. Il s'est accéléré depuis quatre ou cinq ans. Insérée au cœur de la Sierra Madre del Sur, la commune de Coalcoman est dotée d'un relief particulièrement vigoureux. Le climat tropical à longue saison sèche, la rareté des voies de communication et la quasi absence de surfaces labourables par des moyens motorisés en font une région apparemment dépourvue d'avantages comparatifs et le plus souvent délaissée par les programmes de développement mis en place par l'administration. Elle n'échappe pas à l'essor des cultures illicites. Outre les 6 ou 7000 taurillons que la commune vend chaque année aux éleveurs-engraisseurs des régions humides du pays, elle fournit au marché international sa part de cannabis et d'opium.

**peu de travail pour  
une production  
importante**

La culture du cannabis demande très peu de travail. Le semis s'effectue au début de la saison des pluies (mai-juin) avec une sorte de lance, bâton fousseur amélioré et généralement utilisée pour le semi traditionnel du maïs sur brûlis. Désherbage et fertilisation (sulfate d'ammonium) ne sont pas indispensables mais leur usage tend à se répandre. Une fois la récolte achevée, la production est rassemblée sur l'aire de séchage (la cour de ferme ou les toits font en général l'affaire) et remuée fréquemment jusqu'à obtention du degré hygrométrique souhaité par les acheteurs. Comme la production est abondante vers la fin de la saison des pluies, les prix proposés aux producteurs ont alors tendance à baisser. Pour obtenir une récolte plus précoce (au mois d'août) et bénéficier de prix plus avantageux, certains cultivateurs ont innové en développant l'utilisation de pépinières. Les graines sont alors semées (en pot ou dans des bacs aménagés) bien avant qu'il ne pleuve et arrosées pendant les premières semaines. Les jeunes plantes sont ensuite transplantées, au début de la saison des pluies, vers les lieux de production.

Quelques journées de travail suffisent donc à la production d'une importante quantité de cannabis, quelques heures seulement à la production de quelques kilogrammes. Dans ces conditions, la rémunération du travail est extrêmement élevée et ne peut être comparée à celle d'aucune autre activité. Bien que le prix proposé aux producteurs d'opium soit largement supérieur à celui offert en échange de la *mariguana*, la culture du pavot n'a pas connu un développement aussi spectaculaire ces dernières années. Elle exige en effet beaucoup plus de travail que la culture du cannabis. Le désherbage des parcelles et la récolte de la gomme, par incision et raclage quotidiens des capsules, exigent une main-d'oeuvre abondante et un travail minutieux, long et suivi, qui décourage de nombreux producteurs.

Qui sème cannabis et pavot? Et de telles cultures constituent-elles une alternative réelle pour les paysans que la spécialisation de la région dans l'élevage extensif a écartés de la sphère de la production? On devinera les difficultés qui surgissent au moment d'enquêter sur de tels sujets et

13. Embajada de Mexico, Aide-Mémoire, Bruxelles, 22 septembre 1988, cité par Alain Labrousse dans «Amérique Latine, le boum de la Cocaïne» in *Croissance* No 319, septembre 1989, p. 22.

une production accessible à tous

le caractère fragmentaire et aléatoire des informations recueillies. En première analyse, il semble que ces activités soient accessibles à tous. Quand la culture des plantes à drogue s'est développée dans la région de Coacoman, il n'était pas difficile de se procurer les semences. Plusieurs personnes affirment que les soldats distribuaient les graines à qui voulait bien les semer. Pour ceux qui ne possédaient aucun terrain, le métayage était toujours possible à moins de semer sans demander la permission au propriétaire.

mais une répression intensifiée

et violente

Depuis quelques années (1985), la répression s'est intensifiée et les conditions de la culture ont quelque peu changé. Comme le cannabis est une plante de soleil, il doit être semé dans des clairières ou en plein champ. Il est donc facilement repéré par les hélicoptères et détruit à l'aide des rampes d'aspersion dont ils sont équipés. Le séchage de la récolte s'avère aussi très délicat car il n'est pas toujours possible de dissimuler à temps la production lorsque les vrombissements d'hélicoptères se font entendre. Les producteurs ainsi surpris ou ceux qui sont seulement soupçonnés sont arrêtés et emprisonnés, fréquemment frappés et soumis à de mauvais traitements (14). Leurs maisons sont souvent pillées par les policiers ou les soldats, parfois brûlées. Partout, l'intensité de la répression a conduit à des abus sans nombre et augmenté encore la violence qui caractérisait une société agraire déjà hautement conflictuelle. Cultiver le cannabis est donc devenu une activité extrêmement dangereuse. On ne peut désormais semer qu'en lisière de forêt ou dans les endroits les plus escarpés. Pour limiter les risques de ne rien récolter, les producteurs multiplient les lieux de production en ne semant que de très petites parcelles les plus dispersées possible. Disposer d'un très grand terrain -le plus abrupt possible- devient alors une condition nécessaire à la réussite.

"sélective"

Malgré ceci, la production n'a vraisemblablement pas diminué dans la région de Coacoman. Il est de notoriété publique que certains bénéficient de protections efficaces et peuvent ainsi semer de grandes superficies sans être inquiétés. Des journaliers sont même recrutés sur la place publique pour les travaux de désherbage, récolte, conditionnement et emballage. Le transport de la production est alors réalisé directement en avion, en hélicoptère (les mêmes que ceux qui sont utilisés pour la destruction des cultures ?) ou grâce aux camions blindés qui assurent les transports de fonds entre la banque de Coacoman et sa succursale régionale de Uruapan. Le caractère sélectif de la répression fait surgir un sentiment d'injustice et d'aucuns prétendent même que la campagne de répression qui s'abat sur les petits producteurs a pour but essentiel l'élimination de toute concurrence paysanne.

un capital à utiliser très rapidement

Si l'on excepte le cas des personnes qui bénéficient de protections particulières, la culture des plantes interdites est donc une activité «à hauts risques». Elle ne constitue pas un élément stable des systèmes de production. Le paysan qui sème est conscient des risques qu'il prend. S'il a de la chance, il dispose alors soudainement d'une quantité d'argent plus ou moins volumineuse qu'il faut dépenser promptement. Si la somme en question est modeste, elle sert à payer les dettes et à élever temporairement le niveau de vie de la famille: on achète des vêtements neufs, une paire de chaussures neuves, un radio-cassette, etc... Ces revenus «extra» constituent une bouffée d'oxygène passagère mais il faut tenter le coup une nouvelle fois quelques années plus tard pour maintenir le niveau de vie ainsi atteint.

élevant le niveau de vie familiale

Si la récolte a été plus consistante et vendue sans encombre, la porte est ouverte à une accumulation instantanée. Il est tout à coup possible d'acheter du bétail, une camionnette, de faire construire une maison au bourg et même d'acheter un «rancho». Dès lors, il n'est pas nécessaire de continuer à prendre des risques en semant une nouvelle fois cannabis ou pavot. Les investissements réalisés suffisent à procurer des revenus très satisfaisants pour qui accepte de s'en contenter. Certaines familles pauvres -métayers, petits tenanciers- ont ainsi connu une accumulation fulgurante qui leur a permis de devenir propriétaire-éleveur du jour au lendemain. Ils sont devenus indépendants et cessent alors de travailler «pour les autres». Bien que ces producteurs cherchent souvent à minimiser l'amélioration de leur situation lorsqu'ils l'estiment quelque peu suspecte, de tels sauts qualitatifs dans l'échelle sociale sont aisément identifiables lorsqu'on s'intéresse, au cours des enquêtes, à l'évolution récente des exploitations agricoles.

Compte tenu de la répression, de pareilles réussites sont maintenant exceptionnelles. Les paysans qui sont restés soumis aux conditions du métayage n'ont plus accès aux cultures illicites. Si le propriétaire n'est pas lui-même adepte de ce genre de cultures, le métayer n'a aucune chance de

14. Le cultivateur de plantes illicites risque de 2 à 8 années de prison s'il est «peu instruit et dans une extrême nécessité économique» mais de 8 à 15 années d'emprisonnement dans tout autre cas (article 196 du Code Pénal). Le Président Salinas de Gortari a cependant annoncé un durcissement des peines.

**réduisant les chances  
de réussite**

réussir son semis et ne s'y risque en général pas. Les petits tenanciers, ceux qui ne possèdent que quelques dizaines d'hectares de parcours rocailleux, n'ont guère plus de chance de réussite. La découverte d'une parcelle de cannabis si près de la maison d'habitation condamnerait automatiquement le père de famille et ses enfants en âge de travailler.

**aux grands  
agriculteurs**

**et retient les jeunes  
à la campagne**

Les seuls agriculteurs en position favorable sont ceux qui possèdent de grandes superficies très éloignées du bourg, et inaccessibles en véhicule motorisé (on a au moins le temps de voir venir les forces armées terrestres et de prendre la fuite). Très souvent, ces grandes propriétés ont été désertées par les métayers depuis plusieurs années et la famille du propriétaire vit seule sur le domaine. C'est encore une famille élargie car les enfants adultes, mariés ou non, sont toujours là. On remarque dans de nombreux cas que seules les cultures illicites les ont retenus auprès de leurs parents et les dissuadent de partir aux Etats Unis. Eux n'ont peur de rien et sont prêts à risquer le tout pour le tout pour pouvoir «épater» les copains, jouir de la société de consommation, ou accumuler le capital et l'expérience nécessaires au mariage. Dès qu'ils le peuvent, ils font construire une maison au chef-lieu; ils s'achètent la camionnette qui leur fournira la possibilité de faire payer à leur tour les transports de personnes et de marchandises réalisés entre le bourg et les «ranchos», la camionnette qui leur donnera la liberté de s'échapper à tout moment de l'isolement de la propriété, même s'il reste du chemin à parcourir à pied entre la maison et le dernier chemin accessible en véhicule.

De tels hameaux si isolés auraient perdu leur population jeune depuis longtemps si la culture des plantes prohibées ne mettait pas un peu de sel dans la vie et d'argent dans la poche. En dehors des gros planteurs et trafiquants qui bénéficient de complicités évidentes, ces «rancheros» sont les seuls à pouvoir espérer tirer profit des cultures interdites.

**des différences  
sociales stupéfiantes**

**de la spéculation**

En injectant de grandes quantités d'argent frais dans l'économie de la région, les narco-pesos, la culture et le trafic des stupéfiants ont créé de nombreuses distorsions. La récolte annuelle de cannabis représente vraisemblablement plus de 10 fois la valeur des ventes totales de bétail réalisées dans la commune chaque année. Les signes extérieurs de richesse ont donné au bourg de Coalcoman et à certains hameaux des environs un aspect quelque peu irréel: voitures de luxe, antennes paraboliques, somptueuses villas, etc... La vie est chère à Coalcoman en regard de la petite taille de la ville et les services et commerces proposés sont ceux d'une ville de taille supérieure. Des constructions disproportionnées surgissent çà et là sans autre motif apparent que celui de dépenser rapidement une grosse somme d'argent. La spéculation sur les biens immobiliers a provoqué une hausse considérable du prix des terrains urbains et des propriétés agricoles. Un producteur qui vient de toucher le produit de sa récolte est prêt à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. Même les terrains les plus impropres aux activités agro-pastorales traditionnelles et les plus éloignés des voies de communication se vendent à des prix extrêmement élevés. Cette spéculation encourage donc la concentration foncière et met hors jeu les métayers et petits tenanciers qui voudraient placer leurs économies (quand ils en ont) dans l'achat d'une petite propriété. L'argent gagné honnêtement ne suffit plus à acheter une terre.

**et des salaires  
importants**

Les opportunités de gain et les salaires offerts aux journaliers de la drogue (5 à 10 fois supérieurs au salaire journalier normal) ont fait pression sur les salaires. Avec les autres possibilités de rémunération supérieure offertes par l'émigration vers les Etats Unis ou vers les périmètres irrigués de l'Etat voisin de Colima, la drogue a aussi encouragé les travailleurs, métayers ou non, à abandonner le travail «classique» de la terre. Les grands propriétaires se plaignent tous des difficultés qu'ils rencontrent pour trouver un métayer ou même un «gérant» qui accepte de travailler (légalement) pour eux. Il en est de même pour le travail salarié bien que les salaires offerts soient très supérieurs à ceux proposés dans d'autres régions du Mexique: 8000 à 10 000 pesos par jour en 1988 contre 6000 pesos environ dans la vallée de Zamora (au nord de l'Etat du Michoacan), pourtant riche.

Enfin, l'essor des cultures illicites a accentué la distorsion, sociale, constituée par la violence. Elément incontournable de l'histoire agraire de la région, elle a été accrue par les activités illégales. En plus de la violence des forces répressives, suspicions, dénonciations et vengeances sont encore plus nombreuses qu'auparavant et les sommes d'argent mises en jeu sont considérables au regard du prix attribué à la vie d'un homme.

Le cannabis a constitué une source d'accumulation sans précédent pour quelques familles chanceuses. Elle a retenu certains jeunes «au pays» mais limité les possibilités d'installation de

ceux pour lesquels le prix de la terre a trop augmenté. Elle reste réservée à une «élite» assez restreinte et n'est plus accessible à la majorité de la population. Le développement de cette activité très-rémunératrice n'a pas réussi à compenser pleinement les effets de la crise de l'agriculture paysanne, et à enrayer le large mouvement d'émigration, responsable du déclin démographique de la région de Coalcoman, enregistré dès 1960.

### III — CULTURES ILLICITES ET DEVELOPPEMENT AGRICOLE

une bonne intégration  
dans l'évolution  
générale de la région

Élément nouveau du système agraire, le développement des cultures illicites a été facilité par son évolution. Au cours de l'intégration des régions escarpées de la Sierra Madre del Sur à la division internationale du travail, cannabis et pavot étaient bien les seules cultures pour lesquelles une commune comme celle de Coalcoman n'était pas trop mal placée dans le jeu de la spécialisation régionale et présentait même de réels avantages comparatifs. L'éloignement de la région, la complexité du relief, des précipitations suffisantes et les innombrables possibilités de camouflage étaient autant de conditions favorables au développement de telles activités. Les pistes d'atterrissage, déjà aménagées dans la plupart des hameaux éloignés du bourg à l'époque du petit commerce aérien, facilitaient la vente et le transport des produits récoltés.

Mais l'extension récente des cultures illicites ne peut pas être analysée sans référence explicite aux grandes transformations qu'a connues l'agriculture de ces régions.

une région d'abord  
peu peuplée avec des  
cultures sur brûlis

Peuplée tardivement (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) par des paysans originaires du centre du Mexique, cette région est restée relativement peu peuplée (environ 7 h/Km<sup>2</sup>), comme toute la moitié sud de l'Etat du Michoacan. Sur ce «front pionnier» progressant lentement vers la côte Pacifique et repoussant les communautés indiennes résiduelles vers la mer, la culture sur brûlis a toujours constitué la principale forme de mise en valeur. Mais pendant les premières décennies du siècle, la région de Coalcoman produisait d'importantes quantités de grains (maïs et pois chiche) et fournissait l'énergie animale indispensable au développement de la culture attelée dans le centre du pays (taureaux prêts à être castrés et dressés) et le saindoux consommé dans les villes voisines. Aujourd'hui, le système de culture sur brûlis a pour premier objectif l'installation rapide d'une prairie temporaire, disponible après que le métayer, chargé de son implantation, ait retiré sa récolte de maïs «associé» aux graminées fourragères. En effet, les montagnes sèches de la Sierra Madre del Sur connaissent une spécialisation de plus en plus poussée vers l'élevage bovin extensif naisseur. Les produits de cette activité (des brouards de 15 à 18 mois) sont alors achetés par les éleveurs de la façade Atlantique du pays pour y être engraisés dans de meilleures conditions de productivité. La «vocation pastorale» de la Sierra Madre del Sur est donc récente, créée de toute pièce par la division régionale et internationale du travail et imposée par la spécialisation régionale du «tropical humide» mexicain dans les activités d'embouche.

puis une  
spécialisation vers  
l'élevage bovin  
extensif naisseur

du maïs non rentable

Aujourd'hui, cultiver du maïs ne rapporte plus grand chose. Si l'on ajoute aux dépenses proportionnelles qui augmentent très vite (engrais, pesticides, location éventuelle d'un tracteur, gas-oil, etc...) le coût d'opportunité du travail consacré à la culture d'un hectare de maïs, son prix de vente est loin de couvrir les frais engagés. Bien que les salaires réels aient considérablement baissé ces dernières années, les agriculteurs sont tentés de réduire les surfaces emblavées en maïs car celui-ci rapporte souvent moins que le salaire minimum obtenu comme journalier agricole.

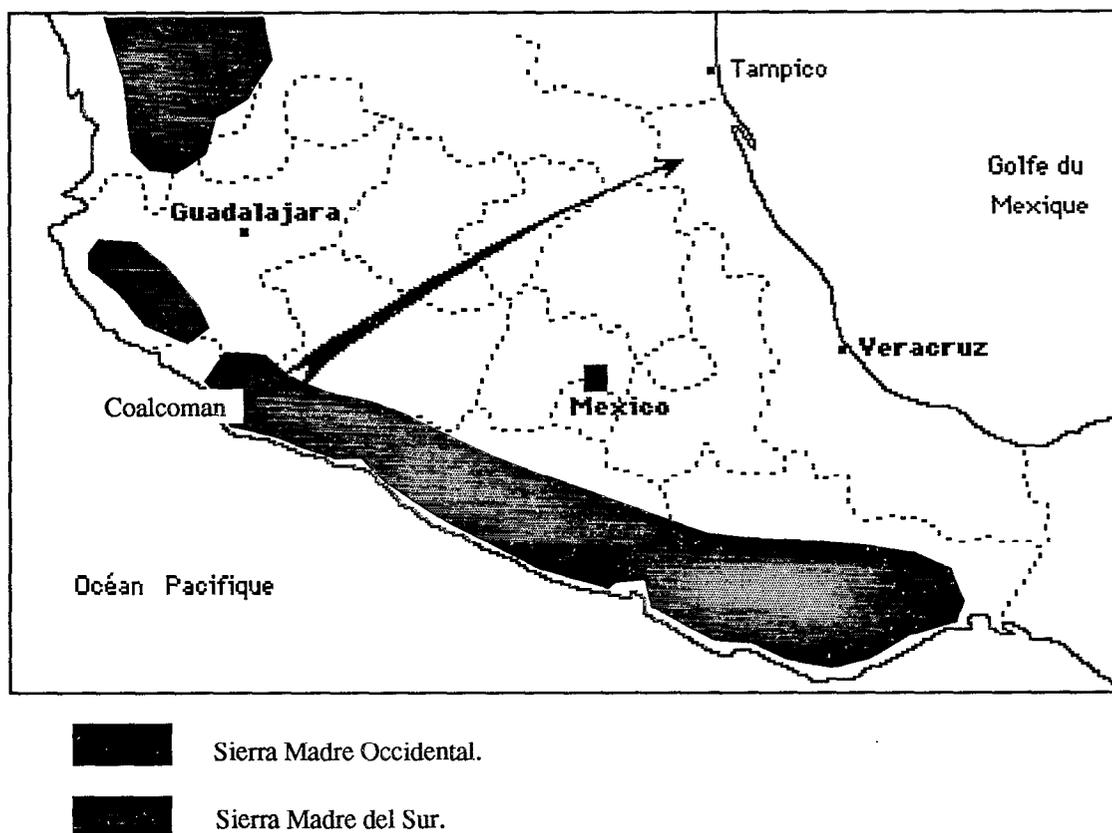
et non concurrentiel

Dans les villages indiens de la côte michoacanaise, la construction de la route nationale et l'installation du réseau de distribution de maïs subventionné («tiendas CONASUPO») ont soudainement confronté la production locale de maïs à la concurrence imposée par les régions hautement productrices et qui bénéficient de meilleures conditions de productivité. Malgré l'intervention de l'Etat dans la fixation des prix de garantie (achat aux producteurs), c'est la pression des millions de tonnes de maïs importés chaque année des Etats Unis à bas prix qui devait inciter les agriculteurs à acheter leur maïs plutôt qu'à le produire.

Les productions traditionnelles de saindoux et d'animaux de travail ont été complètement abandonnées. Au début du siècle, un kg de saindoux valait le prix de 20 kg de maïs. Actuellement, on ne l'échangerait pas même contre 10 kg d'un maïs, pourtant lui même dévalué... Quand au marché des

bovins destinés à la traction animale, il a été fortement déprimé par le remplacement des boeufs par les chevaux dans beaucoup d'attelages du centre du pays à partir des années quarante et, plus tard, par le développement de la mécanisation motorisée.

Fig. 3 — La Sierra Madre del Sur et les transferts de bétail maigre vers l'Est.



seul un élevage  
extensif est rentable

L'élevage extensif de brouillards destinés à être engraisés dans les régions plus humides du Mexique (fig. 3) est donc devenu la seule activité légale encore rentable pour d'immense région montagneuses de la façade Pacifique, dépourvues d'infrastructures d'irrigation. Mais un tel élevage, pour être rentable, exige de grandes superficies dont seules quelques familles disposent. Tandis que les surfaces en herbe s'accroissaient au rythme des défrichements successifs et de la «savanisation» progressive de l'écosystème, l'espace propice à la culture du maïs sur brûlis se réduisait et, avec lui, les bases de reproduction de l'agriculture vivrière des métayers et petits tenanciers. Pour ces derniers, évincés de la sphère productive par la spécialisation de la région vers l'élevage extensif et le développement des cultures fourragères, les cultures illicites représentaient la seule alternative possible, en dehors de l'émigration temporaire ou définitive vers les Etats Unis, à la baisse tendancielle de la productivité du travail. En 1988, la vente de 50 kilogrammes de cannabis rapportait autant que celle de 50 taurillons de 200 à 250 kg chacun. Elle représentait un an de salaire dans les fermes de Californie et dix ans de travail pour un ouvrier agricole travaillant dans les campagnes mexicaines. La prohibition aidant, les prix proposés aux producteurs pouvaient atteindre l'équivalent de 100 à 200 dollars (15) par kilogramme de *mariguana* sèche en 1988, un prix infiniment plus élevé que celui auquel sont soumis les petits planteurs de coca boliviens qui, eux, ne touchent pas même l'équivalent de un dollar par kg de feuilles séchée (16).

15. D'après Oscar Noé Torres, le kg de *mariguana* était payé au producteur de 6 à 16 \$ en 1988, in op cit, p. 10. Le cultivateur ne toucherait que 3 à 8 \$ d'après la DEA (ibidem). Ces chiffres nous paraissent très sous-estimés, plus de 10 fois inférieurs aux prix que nous avons pu constater sur le terrain en 1987 et 1988. 0,5 à 0,6 dollar/kg d'après Segundillo Montevilla, Président de l'Association Nationale des Producteurs de Coca de Bolivie. Congrès International «Drogue: L'état de dépendance», Paris, 6-7 octobre 1989.

16. Procuraduría General de la Republica: *Campaña de Mexico...*, op cit, p. 139.

permettant aux  
grands éleveurs une  
culture de cannabis  
dispersée

Mais l'intensité de la campagne anti-drogue menée par le gouvernement ne permet plus aux petits tenanciers et aux métayers de tenter leur chance avec les cultures illicites. Le risque est maintenant trop grand pour qui ne dispose pas d'une immense propriété, propice à l'éparpillement des parcelles et à leur camouflage, et qui ne jouit pas de protections efficaces. Alors que la structure foncière particulièrement inégalitaire de la région de Coahuila n'a jamais été réellement modifiée par la réforme agraire, on constate que les grands propriétaires-éleveurs sont de loin les mieux placés pour cultiver le cannabis sans être inquiétés.

Élevage extensif et culture du cannabis deviennent alors deux activités complémentaires au sein du même système de production. Leur développement relève aussi de la même logique: la recherche d'une augmentation de la productivité du travail et non d'une éventuelle augmentation des revenus à l'hectare. Paradoxalement, et pour la plupart de ses cultivateurs, le cannabis ne procure pas de hauts revenus par hectare car la surface semée doit, pour pouvoir être un jour récoltée, être immergée, divisée et atomisée sur un très grand espace propice à son camouflage. C'est donc le contrôle de l'espace qui est à la base de la culture de cannabis comme il est à la base de l'élevage extensif. C'est son monopole qui permet le prélèvement de la rente, l'emploi d'une petite quantité de travail (pour l'élevage extensif et la culture du cannabis) et l'obtention d'une productivité du travail très élevée.

et une relation entre  
éleveurs et  
narco-trafiquants

Notre hypothèse -elle relève plutôt de l'«intime conviction»- est que ces analogies entre élevage extensif et culture de cannabis expriment aussi une communauté d'intérêts entre grands éleveurs et narco-trafiquants. L'achat de grands *ranchos* d'élevage représentent un moyen aisé de blanchir l'argent illicite, surtout si ces transactions ont lieu dans un autre Etat de la Fédération. Plusieurs éleveurs de Coahuila ont ainsi acheté des terres du côté du Golfe du Mexique, dans les régions d'embouche. Ils ont organisé eux-mêmes le transfert de leur bétail maigre et son engraissement. L'un d'eux, installé à Tamuin, au cœur de la Huasteca, est devenu l'un des caciques les plus influents de cette commune, la première du Mexique en matière d'élevage bovin. Mais son influence aurait quelque peu baissé depuis l'arrestation, en 1985, du célèbre trafiquant Rafael Carro Quintero....

les bénéfices sont  
investis dans  
différents secteurs

Enfin, au delà des activités strictement agro-pastorales, d'importants investissements ont été réalisés dans d'autres branches de la production agricole, en particulier dans les grands périmètres irrigués de Apatzingan, Colima, Sonora, etc.... En outre, le groupe qui domine la vie économique de Coahuila ne reste pas indifférent aux perspectives d'enrichissement extra-agricoles. Le conditionnement, la transformation, l'emballage et l'exportation de produits agro-alimentaires réservent en effet d'importants bénéfices à qui dispose du capital nécessaire à l'investissement initial (quelque soit l'origine de ce capital): transformation du citron vert et du coprah, emballage et expédition du melon, des mangues et des bananes. Cette activité dépasse, dans certains cas, les limites régionales puisqu'une famille de Coahuila organise l'exportation vers les Etats-Unis d'oignons, de tomates et autres légumes produits dans diverses régions du pays. En 1988, elle projetait la construction d'un entrepôt non loin de la frontière des Etats Unis....

surtout dans le  
foncier

Pour les quelques familles qui constituent l'oligarchie de Coahuila, on voit que l'élevage extensif ne constitue qu'une activité parmi d'autres. Les capitaux circulent aisément entre les différentes branches d'activité retenues, en fonction des bénéfices retirés dans chacune d'entre elles: élevage extensif et commercialisation des taurillons, cultures d'exportation, transformation, conditionnement et exportation des produits, industrie forestière, commerce, politique, et, bien sûr, culture et trafics illicites. Tant que la terre reste bon-marché (en situation de quasi-frontière agricole) l'investissement le plus rentable consiste à étendre la surface possédée pour y développer l'élevage extensif: la valeur ajoutée dégagée par hectare reste très faible (elle reflète le caractère extensif du système) mais la forte productivité du travail, l'installation «gratuite» des prairies temporaires par les métayers et la faiblesse du capital proportionnel mis en jeu réservent des taux de profit élevés. Mais le prix du terrain a fortement augmenté à la suite du développement de la culture des plantes à stupéfiants. Dès lors, un tel investissement ne se justifie plus si la seule activité pratiquée reste la production extensive de bœufs. Tout autre investissement devient plus rentable. Cependant, les grandes propriétés ne sont pas vendues pour autant car la libre circulation des capitaux d'une branche d'activité à l'autre est limitée par l'interdépendance de ces différentes activités. Le «rancho» d'élevage reste le substratum indispensable au développement de toute autre activité. Il est à la base de tout pouvoir politique et fait office de paravent quand d'autres activités prohibées y sont développées. Grâce à la vente ou à l'achat de bétail, il permet une mobilisation rapide du capital ou au contraire son utilisation non moins rapide pour un recyclage éventuel des narco-dollars.

le grand rancho  
"couvre" toutes les  
activités illégales

## CONCLUSIONS

Les campagnes de lutte contre la drogue ont donc modifié sensiblement le profil «type» du cultivateur de plantes illicites: les producteurs de plantes à drogues ne sont pas toujours, ou ne sont plus, les paysans les plus nécessiteux, «faiblement instruits et dans une extrême nécessité économique». Pourtant, l'extension des cultures illicites révèle d'abord un problème de développement agricole et, bien que les agriculteurs concernés ne soient pas toujours ceux que la crise frappe le plus durement, c'est bien de cette crise qu'il s'agit et des politiques agricoles qui ont été définies jusqu'à présent: dévalorisation progressive des produits de l'agriculture vivrière, spécialisation régionale et *ganaderización* de vastes régions du tropique mexicain, inégalités foncières maintenues, etc...

Malgré cela, la lutte contre les cultures illicites et le trafic de drogue relève des compétences exclusives des forces armées et de la police. Malgré les conflits diplomatiques et des discours parfois antagoniques, les administrations mexicaine et nord-américaine partagent en réalité une même approche du problème de la drogue: une approche policière et répressive. Sur les 570 pages du rapport officiel de 1987 concernant la lutte contre la drogue, une demi page seulement souligne que le combat contre le *narcotráfico* n'est pas uniquement une affaire de répression et annonce que le Mexique a demandé à l'ONU «des ressources complémentaires pour la réalisation de programmes de cultures de remplacement dans des régions spécifiques des Etats de Guerrero, Michoacan et Oaxaca (16)». Cette préoccupation est de nouveau exprimée en 1988 (17) et 1989 (18) mais la réflexion n'est pas poussée plus loin. Sur les dix priorités définies par la nouvelle administration Salinas pour lutter contre la drogue, aucune ne fait allusion aux causes économiques de l'extension des cultures illicites et à d'éventuelles actions complémentaires de lutte non-répressives....(19)

## BIBLIOGRAPHIE

ARRIAGA V., 1988. Las respuestas mexicanas al proceso de certificación al combate de drogas. In : *Carta de política exterior mexicana, enero-marzo*, p.12 à 23.

COCHET H., 1988. Des barbelés dans la Sierra. Origine, émergence et transformations d'un système agraire au Mexique: la Sierra de Coalcoman (Etat du Michoacan). *Th. de Doctorat, INA-PG, novembre 1989.*

Embajada de Mexico, 1988. Aide-Mémoire. *Bruxelles.*

GONZALEZ G.G., 1985. El problema del narcotráfico en el contexto de la relación entre Mexico y Estados Unidos. In : *Carta de Política Exterior Mexicana, año V, N° 2 et 3, CIDE, Mexico, p. 20 à 28.*

NOÉ TORRES O., 1988. Mexico y Estados Unidos ante el problema del narcotráfico. *Centro Latinoamericano de Estudios Estratégicos, A.C., Mexico D.F.*

Procuraduría General de la Republica, 1987. Campaña de Mexico contra el narcotráfico. *P.G.R., Talleres Graficos de la Nacion, Mexico, sept. 1988.*

Procuraduría General de la Republica, 1989. Mexico frente a las drogas. *Temario de la conferencia de prensa del Procurador General de la Republica, 26 septiembre 1989.*

Procuraduría General de la Republica, 1989. El esfuerzo de Mexico en el combate al narcotráfico. *Subprocuraduría de Investigación y Lucha contra el Narcotráfico, Mexico, 22/08.*

DEL VILLAR S. I. «La narcotización de la cultura en Estados Unidos y su impacto en Mexico», El Colegio de Mexico, (année?).

VAN WERT J. El control de los narcoticos en Mexico: una decada de institucionalización y un asunto diplomático. *Oficina Internacional de Asuntos de Narcoticos, Departamento de Estado, Washington, D.C..*

16. Procuraduría General de la Republica : *Campaña de Mexico...*, op cit, p. 139.

17. Avec la signature d'un accord avec l'ONU de 15 millions de dollars destinés à des «programmes de développement». *La Jornada* du 18-08-1988.

18. Procuraduría General de la Republica: *El esfuerzo de Mexico...*, op cit, p. 19.

19. Procuraduría General de la Republica: *Mexico frente a las drogas*, temario de la conferencia de prensa del Procurador General de la Republica, 26 septiembre 1989.

**Illegal crops and development of Cannabis and opium growers in Mexico — H. COCHET**

The spread of illegal crops and the fight against drugs are at the heart of relations between the United States and Mexico. The growing of narcotic plants has developed in farming systems in the Coahuila region over the past decade. The growth of this crop is related to the evolution of agriculture in the region and in particular the trend towards extensive animal husbandry, the small farm crisis and emigration. Given the repressive approach generally applied, it would appear urgent to consider the problem from the economic point of view.

**Key words:** farming system, Cannabis sativa, Papaver somniferum, small farms, farmers' behaviour, narcotics control, animal husbandry, agricultural development, Mexico.

**Cultivos ilícitos y desarrollo : Los productores de cannabis y opio en México — H. COCHET**

La extensión de los cultivos ilícitos en México y la lucha contra la droga ocupan un lugar clave en las relaciones entre los Estados Unidos y México.

Ahora bien, en la región de Coahuila, el cultivo de plantas productoras de drogas se desarrolla en los sistemas de producción desde hace diez años.

El auge de este cultivo puede asociarse con la evolución de la agricultura de esta región, en particular su orientación hacia una cría extensiva, la crisis de la agricultura campesina y la emigración.

Ante la actitud represiva generalmente adoptada, es urgente considerar el problema más bien desde el punto de vista económico.

**Palabras Clave :** Sistema de producción - Cannabis sativa - Papaver somniferum - Agricultura campesina - Comportamiento de los productores - Lucha contra la droga - Ganadería - Desarrollo agrícola - México